

**RÉPONSE DU GIMÉLEC A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE DU 14
FEVRIER 2019 N°2019-003 RELATIVE AU CADRE DE REGULATION TARIFAIRE APPLICABLE AUX OPERATEURS
D'INFRASTRUCTURES REGULEES EN FRANCE**

Le Gimélec souhaite apporter ses éléments de contribution dans le cadre de la consultation de la Commission de Régulation de l'Energie sur le cadre tarifaire des gestionnaires de réseaux.

Ce document de réponse ne s'applique que pour le cadre tarifaire électrique et ne prend pas en compte les dispositions déclinées dans le "Clean Energy Package".

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

NSPP.

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

Le Gimélec partage les grands enjeux identifiés par la CRE, en particulier ceux relatifs à l'innovation et la liberté d'innover : qu'ils soient privés, publics ou mixtes, de nombreux acteurs attendent des prochains tarifs qu'ils permettent à leurs solutions innovantes de se développer.

Ces dernières peuvent d'ailleurs tout à fait contribuer au premier point identifié par la CRE à savoir l'optimisation des investissements en CAPEX comme en OPEX.

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

La période tarifaire de 4 ans semble appropriée, puisqu'au vu des évolutions de la filière électrique et le développement des nouveaux usages, le TURPE doit être flexible afin de prendre en compte les avancées du secteur.

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

Le Gimélec est favorable à cette disposition qui s'inscrit dans celle introduite par la refonte de la directive marché de l'électricité. Cette dernière demande en effet au régulateur un rapport biennuel consacré au développement des smart-grid, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (bilan, évaluation, propositions d'actions correctives).

Afin que cette disposition soit pleinement effective, il est nécessaire que les opérateurs de réseaux communiquent en amont les volumes d'investissements nécessaires à l'ensemble des acteurs de la filière.

Cela permettra notamment de donner plus de visibilité aux industriels du secteur qui pourront mieux anticiper les besoins des gestionnaires de réseau.

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

NSPP.

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

NSPP.

Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

NSPP.

Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissement « hors réseaux » ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

NSPP.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

NSPP.

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

NSPP.

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?

NSPP.

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

NSPP.

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

NSPP.

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?

NSPP.

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

NSPP.

Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

NSPP.

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs, envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

NSPP.

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?

NSPP.

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

NSPP.

Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

NSPP.

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

NSPP.

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

NSPP.

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans l'ATRT ?

NSPP.

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

NSPP.

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC)?

NSPP.

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?

NSPP.

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une tel mécanisme dans le secteur du gaz ? Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?

NSPP.

Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ? Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

Voir question 4 sur le besoin de visibilité des industriels du secteur.

Par ailleurs, la « co-innovation » est la clef de succès des projets de R&D et d'innovation. Les opérateurs de réseaux afin de s'inscrire également dans une logique d'exportation, de ces projets, doivent s'appuyer sur les industriels afin d'intégrer les besoins mondiaux dans leurs cahiers des charges.

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

Le Gimélec partage la préoccupation de la CRE : le TURPE 6 doit permettre à tous les acteurs d'innover d'autant que les champs d'évolution sont nombreux.

Le régulateur cite par ailleurs le sujet des données, point sur lequel le Gimélec a déjà eu l'opportunité de s'exprimer dans le cadre de la consultation relative au « décret tertiaire » qui aborde également ces enjeux : le Gimélec souhaite que l'opérateur soit indépendant de toutes activités liées au statut de vente, revente et distribution d'énergie. En effet, les données sont le carburant de l'innovation et de nouvelles applications, il conviendrait de permettre aux autres acteurs du secteur de développer ce segment.

Le Gimélec sera naturellement un contributeur actif de la concertation que la CRE appelle de ses vœux. Au-delà des sujets cités par le régulateur, il paraît important de verser au débat la liste des prestations annexes qui doit pouvoir s'adapter pour permettre l'émergence et le développement de solutions de marché plus efficaces.

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ?

Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

En lien avec les questions 28 et 29, il apparaît important d'inciter les opérateurs à proposer plus de solutions techniques lors de demandes de raccordement dans la mesure où ces premières vont se diversifier tant en nature que en volume.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en oeuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?

NSPP.

**Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ?
Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?**

Le Gimélec souhaite favoriser la « mieux disance » dans le processus d'achat des gestionnaires de réseau, notamment en introduisant des paramètres environnementaux, incitatifs à l'optimisation des produits, services et architectures des réseaux au sens large en prenant en compte le cycle de vie du produit.

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?

Le Gimélec souhaite que le cadre de régulation accompagne, et ne vienne pas freiner le développement des nouveaux usages, notamment, concernant :

- L'autoconsommation collective

Le Gimélec constate que le modèle de tarification adopté par le régulateur, dans le cadre du TURPE adapté à l'autoconsommation, ne tient pas compte avec suffisamment de précision des externalités positives de l'autoconsommation-autoproduction collective. En effet, le régulateur propose une majoration de la composante gestion et soutirage pour ce type d'opération alors qu'« *aucune étude portée à la connaissance de la CRE n'a à ce jour, analysé, et quantifié précisément les éventuels bénéfices ou issues de l'autoconsommation pour le réseaux* ».

Or, la loi n° 2015-992 du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, précise dans son article 2 que les politiques publiques « *soutiennent l'autoconsommation d'électricité* ». Le Gimélec constate que ce nouveau cadre tarifaire « optionnel » du TURPE adapté à l'autoconsommation, ne répond pas suffisamment à cet objectif. Il convient de rendre le TURPE plus incitatif pour permettre le montage de projets d'autoconsommation, et le déploiement beaucoup plus conséquent de sources d'énergies renouvelables, à l'instar des pratiques d'autres pays et en conformité avec les directives européennes. A ce titre, il est urgent de simplifier et homogénéiser le cadre légal encadrant ces opérations afin que le modèle économique de l'autoconsommation soit cohérent avec les services rendus au réseau .

- Le stockage

Le développement du stockage par batterie nécessite de remédier au déséquilibre économique actuel lié à la double imposition de ces installations au titre du TURPE. Le stockage d'électricité peut à la fois être vu comme producteur et comme consommateur. Ainsi, l'électricité stockée s'acquitte deux fois le tarif de transport : une fois lors du stockage, et une fois lors de la restitution au consommateur final. Le montant acquitté par ces installations au titre du TURPE est donc élevé alors qu'en terme de charge et de décharge, elles ne génèrent pas de contraintes susceptibles d'engendrer des coûts supplémentaires.

Ainsi, en termes de signal coût réseau, un double paiement du TURPE transitant par le stockage n'est pas justifié. Cette situation peut handicaper le développement du stockage et par conséquent les atteintes des objectifs d'énergies renouvelables prévus par la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Il pourrait être envisagé de corriger cette asymétrie en adoptant un TURPE 6 rémunérant ses services au réseau (notamment la réduction d'appels aux productions de pointes coûteuses et l'augmentation de l'utilisation de productions renouvelables).

- Colonnes montantes

La loi portant sur le logement, l'aménagement du territoire et le numérique, parue au Journal Officiel en novembre 2018, prévoit que les colonnes montantes soient transférées au gestionnaire de réseau (sauf si les propriétaires en revendiquent la propriété). Pour mener à bien, le financement des travaux de rénovation par le gestionnaire du réseau de distribution publique, il est nécessaire que dans l'affectation des ressources du TURPE, celui-ci soit clairement fléché afin d'offrir les conditions économiques nécessaires et d'un montant suffisant pour assurer la bonne conduite du programme de rénovation. Cette condition est indispensable pour répondre aux questionnements concernant la capacité du gestionnaire du réseau de distribution de gérer la rénovation du parc des colonnes montantes de cet élément constitutif du schéma de distribution électrique. Ce dernier sera en effet, la colonne vertébrale sur laquelle les nouveaux usages s'appuieront pour se développer (appel de puissance lors de la recharge du véhicule électrique, consommation des électrons solaires à partir des unités de production se situant sur le bâtiment, etc.).